

Règlement grand-ducal du 14 mars 2017 fixant les missions, les conditions et les modalités de l'affectation des instituteurs spécialisés en développement scolaire.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

- a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;
- b) la création d'un « Centre de Gestion Informatique de l'Éducation »;
- c) l'institution d'un Conseil scientifique;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

Le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, dénommé ci-après « le ministre », peut affecter des instituteurs spécialisés en développement scolaire, appelés par la suite « instituteurs spécialisés » au Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, dénommé ci-après « le SCRIPT ».

Ils interviennent dans un ou des arrondissements d'inspection prédéfinis et collaborent étroitement avec le ou les inspecteurs concernés.

Art. 2.

Les instituteurs spécialisés ont pour missions:

1. d'encourager les écoles à mettre en œuvre des pratiques pédagogiques innovantes et utiles à l'amélioration des apprentissages, ainsi que de contribuer à leur diffusion dans le contexte du plan de développement de l'établissement scolaire appelé par la suite « le PDS »;
2. de prêter assistance au président du comité de l'école ou de son délégué dans la coordination des travaux d'élaboration, de rédaction, d'implémentation et d'évaluation du PDS;
3. de tenir l'inspecteur d'arrondissement concerné au courant sur l'avancement du PDS;
4. de soutenir les enseignants qui demandent une assistance personnalisée dans leur travail pédagogique.

Dans le contexte de leur tâche, les instituteurs spécialisés doivent:

1. participer pendant au moins 16 heures par année scolaire à des modules de formation en relation avec leur mission;
2. participer aux réunions de mise en réseau des instituteurs spécialisés au siège du SCRIPT.

Art. 3.

Les besoins en matière d'accompagnement des écoles dans le cadre de la mise en œuvre du PDS sont signalés annuellement au directeur du SCRIPT et ceci avant le 15 avril. Le directeur du SCRIPT se concerte avec le collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental afin de déterminer, le cas échéant, le nombre d'instituteurs spécialisés à recruter.

Le directeur du SCRIPT transmet les demandes de vacances de poste retenues au ministre avant le 1^{er} mai.

Art. 4.

Les postes vacants d'instituteurs spécialisés sont publiés avant le 15 mai.

Les candidats joignent à leur demande motivée un curriculum vitae et les pièces à l'appui renseignant sur leurs études de « master » ainsi que les activités de formation continue dans le domaine du développement scolaire.

La décision de l'affectation des instituteurs spécialisés est prononcée par le ministre au vu des dossiers de candidature.

Art. 5.

Notre Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse,*
Claude Meisch

Palais de Luxembourg, le 14 mars 2017.
Henri



Loi du 14 mars 2017 portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

- 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ;**
- 2. la création d'un « Centre de Gestion Informatique de l'Éducation » ;**
- 3. l'institution d'un Conseil scientifique.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 8 février 2017 et celle du Conseil d'État du 28 février 2017 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}.

Les articles 2 à 4 de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un « Centre de Gestion Informatique de l'Éducation » ; c) l'institution d'un Conseil scientifique sont remplacés par les dispositions suivantes :

«

Mission

Art. 2.

Le SCRIPT a pour mission de promouvoir, de mettre en œuvre et de coordonner dans l'ensemble du système éducatif luxembourgeois les initiatives et la recherche visant l'innovation pédagogique et technologique ainsi que le développement de la qualité au niveau du système éducatif et dans le domaine des pratiques pédagogiques.

Organisation

Art. 3.

Le SCRIPT comprend six divisions :

1. une division de l'innovation pédagogique et technologique ;
2. une division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques ;
3. une division du développement du curriculum ;
4. une division du développement de matériels didactiques ;
5. une division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative ;
6. une division du développement des établissements scolaires.

Art. 4.

(1) La division de l'innovation pédagogique et technologique a pour missions :

1. de contribuer au développement de réformes scolaires et éducatives, et de réaliser dans ce contexte des études de prospection et de faisabilité, ainsi que des projets pilotes ;
 2. de coordonner, soutenir et évaluer des projets d'innovation pédagogique et technologique en mettant à la disposition des écoles et lycées, des structures éducatives et des groupes de travail nommés par le ministre, les ressources et l'appui méthodologique nécessaires ;
 3. de favoriser et de soutenir l'innovation pédagogique et technologique dans les écoles, lycées et structures éducatives en identifiant, documentant et diffusant des exemples de bonne pratique ;
 4. de mettre les écoles, les lycées et les structures éducatives en réseau en organisant des réunions d'échanges et des journées d'innovation.
- (2) La division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques a pour missions :
1. de promouvoir, coordonner et organiser dans les écoles et les lycées des activités, projets et événements relatifs à la vie publique et sociale de l'élève, et de mettre à disposition des écoles et lycées des ressources financières, méthodologiques et humaines adéquates à cette fin ;
 2. de collaborer, dans le cadre de conventions, avec les associations et institutions du milieu social et culturel, ayant pour objectif de favoriser le développement des compétences personnelles, sociales et communicatives des élèves ;
 3. de promouvoir, coordonner et organiser dans les écoles et les lycées des activités relatives à la promotion des sciences et des technologies ;
 4. de soutenir des projets de collaboration entre écoles, lycées et structures éducatives.
- (3) La division du développement du curriculum a pour missions :
1. de soutenir et de coordonner les travaux des commissions nationales des programmes et des commissions nationales des formations ;
 2. de coordonner, soutenir et évaluer des projets d'élaboration et de développement du curriculum en mettant à la disposition des groupes de travail nommés par le ministre, les ressources et l'appui méthodologique nécessaires ;
 3. de collaborer avec l'Université du Luxembourg et les organisations et partenaires nationaux et internationaux ayant dans leurs missions le développement curriculaire.
- (4) La division du développement de matériels didactiques a pour missions :
1. de coordonner, soutenir et évaluer des projets d'élaboration de matériels didactiques en mettant à la disposition des groupes de travail nommés par le ministre, les ressources et l'appui méthodologique nécessaires ;
 2. de collaborer avec l'Université du Luxembourg et les organisations et partenaires nationaux et internationaux ayant dans leurs missions le développement de matériels didactiques.
- (5) La division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative a pour missions :
1. le recueil, l'analyse et la mise à disposition de données sur la qualité de l'offre scolaire et éducative dans les écoles, les lycées et les structures éducatives ;
 2. d'accompagner les structures éducatives, les écoles et les lycées dans leurs démarches d'analyse et d'évaluation de leurs pratiques pédagogiques et de leur enseignement ;
 3. de collaborer avec l'Observatoire national de la qualité scolaire, l'Université du Luxembourg et les autres organisations et partenaires nationaux et internationaux ayant un mandat pour contribuer, par des études, à l'évaluation et l'analyse de la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative dans les écoles, les lycées et les structures éducatives.
- (6) La division du développement des écoles et lycées a pour missions :
1. d'accompagner, soutenir et pourvoir en ressources les écoles et les lycées dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement de l'établissement scolaire ;
 2. de collaborer avec le Centre de coordination des projets d'établissement et la commission ministérielle prévue à l'article 17 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, avec l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) et les autres

partenaires nationaux et internationaux contribuant au développement de la qualité dans les écoles, les lycées et les structures éducatives.

»

Art. 2.

À l'article 5, de la même loi, le dernier alinéa est supprimé.

Art. 3.

À l'article 6, paragraphe 1^{er}, de la même loi, le mot « chef » est remplacé par celui de « responsable » .

Art. 4.

À l'article 7, dernier alinéa, de la même loi, le chiffre « 5 » est remplacé par le terme « trois » .

Art. 5.

L'article 24 de la même loi est abrogé.

Art. 6.

L'article 25 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« Art. 25.

(1) Outre le personnel et les collaborateurs mentionnés aux articles 15, 17 et 18, le cadre du personnel comprend un directeur, un directeur adjoint et des fonctionnaires des différentes catégories de traitement telles que prévues par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat.

(2) La direction du SCRIPT est assurée par un directeur choisi parmi les fonctionnaires détenteurs d'un diplôme de master en relation avec la fonction et reconnu par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions et appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la catégorie de traitement A, sous-groupe « Enseignement » ou de la catégorie de traitement A, sous-groupe « Administration générale ». La fonction du directeur est classée dans le groupe de traitement A1 au grade 17 de la rubrique « Enseignement ».

(3) Le directeur est assisté dans ses fonctions par un directeur adjoint choisi parmi les fonctionnaires détenteurs d'un diplôme de master en relation avec la fonction et reconnu par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions et appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la catégorie de traitement A, sous-groupe « Enseignement » ou de la catégorie de traitement A, sous-groupe « Administration générale ». La fonction du directeur adjoint est classée dans le groupe de traitement A1 au grade 16 de la rubrique « Enseignement ».

(4) Des instituteurs spécialisés en développement scolaire sont affectés au SCRIPT. Ils interviennent au niveau des écoles, afin d'accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire.

Afin d'être admissibles, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1. être nommés à une fonction d'instituteur depuis au moins deux années ;
2. être détenteurs d'un grade de « master » dans le domaine du développement scolaire, reconnu par le ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

L'accès à cette fonction peut également se faire soit par la voie de la carrière ouverte selon les conditions et les modalités de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien, soit par la voie expresse selon les conditions et modalités de l'article 54 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat.

Les missions, les conditions et les modalités de leur affectation sont déterminées par règlement grand-ducal.

»

Art. 7.

L'article 27 de la même loi est abrogé.

Art. 8.

L'article 28 de la même loi est abrogé.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse,*
Claude Meisch

Palais de Luxembourg, le 14 mars 2017.
Henri

Doc. parl. n° 7077; sess. ord. 2016-2017.





Arrêté ministériel du 13 février 2017 portant fixation de la part de l'État et de la part respectivement des communes ou des syndicats scolaires dans les rémunérations du personnel enseignant et du personnel socio-éducatif de l'enseignement fondamental du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 - RECTIFICATIF.

Au Mémorial A - N° 214 du 27 février 2017, l'annexe publiée en dessous de l'arrêté ministériel est à remplacer par l'annexe suivante :

Annexe

Code numérique	Année	Nom	Personnel enseignant			Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce			Total personnel enseignant + éducateurs			Compensation salariés communaux	Montant communal final
			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015				
			Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total		
C 001		BASCHARAGE											
C 002		BASTENDORF											
C 003		BEAUFORT	831.396,54	2.325.115,13	3.156.511,67	37.075,52	74.151,05	111.226,57	868.472,06	2.399.266,18	3.267.738,24		868.472,06
C 004		BECH											
C 005		BECKERICH	627.587,24	1.542.707,63	2.170.294,87				627.587,24	1.542.707,63	2.170.294,87		627.587,24
C 006		BERDORF	533.875,86	1.335.994,04	1.869.869,90	19.733,22	39.466,43	59.199,65	553.609,08	1.375.460,47	1.929.069,55		553.609,08
C 007		COLMAR-BERG	588.629,10	1.519.613,34	2.108.242,44	19.733,22	39.466,43	59.199,65	608.362,32	1.559.079,77	2.167.442,09		608.362,32
C 008		BERTRANGE	1.727.669,87	4.092.667,86	5.820.337,73	29.599,82	59.199,65	88.799,47	1.757.269,69	4.151.867,51	5.909.137,20		1.757.269,69
C 009		PREIZERDAUL	433.185,06	961.258,90	1.394.443,96	19.733,22	39.466,43	59.199,65	452.918,28	1.000.725,33	1.453.643,61		452.918,28
C 010		BETTEMBOURG	2.817.302,56	7.299.425,30	10.116.727,86	128.265,90	256.531,81	384.797,71	2.945.568,46	7.555.957,11	10.501.525,57		2.945.568,46
C 011		BETTENDORF	773.499,02	2.077.835,80	2.851.334,82	21.377,65	42.755,30	64.132,95	794.876,67	2.120.591,10	2.915.467,77		794.876,67
C 012		BETZDORF	1.268.912,47	2.855.598,53	4.124.511,00	46.044,17	92.089,34	138.132,51	1.314.956,64	2.947.686,87	4.262.643,51		1.314.956,64
C 013		BISSEN	928.718,80	2.233.725,42	3.162.444,22	9.191,97	18.383,94	27.575,91	937.910,77	2.252.109,36	3.190.020,13		937.910,77
C 014		BIWER	505.677,72	1.112.781,83	1.618.459,55	13.155,48	26.310,95	39.466,43	518.833,20	1.139.092,78	1.657.925,98		518.833,20
C 015		BOEVANGE/ATTERT	685.958,89	1.608.515,15	2.294.474,04	19.733,22	39.466,43	59.199,65	705.692,11	1.647.981,58	2.353.673,69		705.692,11
C 016		BOULAIDE											
C 017		BOURSCHEID	416.094,10	997.313,48	1.413.407,58	12.396,51	24.793,01	37.189,52	428.490,61	1.022.106,49	1.450.597,10		428.490,61
C 018		BOUS	423.040,51	993.024,74	1.416.065,25	19.733,22	39.466,43	59.199,65	442.773,73	1.032.491,17	1.475.264,90		442.773,73
C 019		BURMERANGE											
C 020		CLEMENCY											
C 021		CLERVAUX (A)											
C 022		CONSDORF	522.534,97	1.245.253,31	1.767.788,28	26.310,95	52.621,91	78.932,86	548.945,92	1.297.875,22	1.846.721,14		548.945,92
C 023		CONSTHUM											
C 024		CONTERN	895.412,09	1.909.572,52	2.804.984,61	39.466,43	78.932,86	118.399,29	934.878,52	1.988.505,38	2.923.383,90		934.878,52
C 025		DALHEIM	556.249,28	1.308.027,74	1.864.277,02	14.799,91	29.599,82	44.399,73	571.049,19	1.337.627,56	1.908.676,75		571.049,19
C 026		DIEKIRCH	1.546.431,33	4.154.438,30	5.700.869,63	59.199,65	118.399,29	177.598,94	1.605.630,98	4.272.837,59	5.878.468,57		1.605.630,98
C 027		DIFFERDANGE	7.917.485,74	23.519.933,88	31.437.419,62	201.190,25	402.380,51	603.570,76	8.118.675,99	23.922.314,39	32.040.990,38		8.118.675,99
C 028		DIPPACH	900.193,16	2.166.491,42	3.066.684,58				900.193,16	2.166.491,42	3.066.684,58		900.193,16
C 029		DUDELANGE	5.431.537,56	14.278.680,98	19.710.218,54	118.399,29	236.798,59	355.197,88	5.549.936,85	14.515.479,57	20.065.416,42		5.549.936,85
C 030		ECHTERNACH	1.473.571,61	4.086.527,58	5.560.099,19	39.466,43	78.932,86	118.399,29	1.513.038,04	4.165.460,44	5.678.498,48		1.513.038,04
C 031		ELL	400.574,09	925.190,06	1.325.764,15	14.799,91	29.599,82	44.399,73	415.374,00	954.789,88	1.370.163,88		415.374,00
C 032		ERMSDORF											
C 033		ERPELDANGE	582.317,61	1.383.909,96	1.966.227,57	19.733,22	39.466,43	59.199,65	602.050,83	1.423.376,39	2.025.427,22		602.050,83
C 034		ESCHALZETTE	9.029.277,53	25.702.743,82	34.732.021,35	282.589,77	565.179,54	847.769,31	9.311.867,30	26.267.923,36	35.579.790,66		9.291.121,94
C 035		ESCH/SURE (A)											
C 036		ESCHWEILER											
C 037		ETTELBRUCK	2.313.775,69	6.435.200,71	8.748.976,40	65.777,39	131.554,77	197.332,16	2.379.553,08	6.566.755,48	8.946.308,56		2.360.267,51
C 038		FEULEN	601.535,45	1.493.824,86	2.095.360,31	39.466,43	78.932,86	118.399,29	641.001,88	1.572.757,72	2.213.759,60		641.001,88

Code numérique	Année	Personnel enseignant			Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce			Total personnel enseignant + éducateurs			Compensation salariés communaux	Montant communal final
		1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015				
		Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total		
C 039	FISCHBACH	427.786,25	1.030.992,88	1.458.779,13	14.926,41	29.852,81	44.779,22	442.712,66	1.060.845,69	1.503.558,35		442.712,66
C 040	FLAXWEILER											
C 041	FOUHREN											
C 042	FRISANGE	1.000.246,63	2.292.630,75	3.292.877,38	39.466,43	78.932,86	118.399,29	1.039.713,06	2.371.563,61	3.411.276,67		1.039.713,06
C 043	GARNICH	630.297,73	1.414.501,13	2.044.798,86	19.733,22	39.466,43	59.199,65	650.030,95	1.453.967,56	2.103.998,51		650.030,95
C 044	GOESDORF	447.711,90	1.219.338,07	1.667.049,97	19.733,22	39.466,43	59.199,65	467.445,12	1.258.804,50	1.726.249,62		467.445,12
C 045	GREVENMACHER	1.324.669,41	3.413.260,15	4.737.929,56	19.733,22	39.466,43	59.199,65	1.324.669,41	3.413.260,15	4.737.929,56		1.324.669,41
C 046	GROSBIOUS	287.678,16	699.158,88	986.837,04	19.733,22	39.466,43	59.199,65	307.411,38	738.625,31	1.046.036,69		307.411,38
C 047	HEFFINGEN	423.020,09	988.204,94	1.411.225,03	19.733,22	39.466,43	59.199,65	442.753,31	1.027.671,37	1.470.424,68		442.753,31
C 048	HEIDERSCHEID											
C 049	HEINERSCHEID											
C 050	HESPERANGE	3.312.266,29	8.340.732,82	11.652.999,11	120.929,19	241.858,39	362.787,58	3.433.195,48	8.582.591,21	12.015.786,69		3.433.195,48
C 051	HOBSCHEID	891.230,26	2.113.561,92	3.004.792,18	39.466,43	78.932,86	118.399,29	930.696,69	2.192.494,78	3.123.191,47		917.695,78
C 052	HOSCHEID											
C 053	HOSINGEN											
C 054	JUNGLINSTER	1.909.687,70	4.353.820,88	6.263.508,58	48.574,07	97.148,14	145.722,21	1.958.261,77	4.450.969,02	6.409.230,79		1.958.261,77
C 055	KAUTENBACH											
C 056	KAYL	2.239.041,97	6.238.655,99	8.477.697,96	39.466,43	78.932,86	118.399,29	2.278.508,40	6.317.588,95	8.596.097,25		2.278.508,40
C 057	KEHLEN	1.132.895,22	2.683.187,55	3.816.082,77	39.466,43	78.932,86	118.399,29	1.172.361,65	2.762.120,41	3.934.482,06		1.172.361,65
C 058	KOERICH	708.058,06	1.665.782,42	2.373.840,48	19.733,22	39.466,43	59.199,65	727.791,28	1.705.248,85	2.433.040,13		727.791,28
C 059	KOPSTAL	840.573,12	1.924.346,53	2.764.919,65	19.733,22	39.466,43	59.199,65	860.306,34	1.963.812,96	2.824.119,30		837.327,76
C 060	LAC DE LA HAUTE SURE											
C 061	LAROCLETTE	766.629,21	2.159.754,07	2.926.383,28	19.733,22	39.466,43	59.199,65	786.362,43	2.199.220,50	2.985.582,93		786.362,43
C 062	LENNINGEN	640.297,42	1.481.518,18	2.121.815,60	29.599,82	59.199,65	88.799,47	669.897,24	1.540.717,83	2.210.615,07		669.897,24
C 063	LEUDELANGE	660.535,73	1.547.234,84	2.207.770,57	19.733,22	39.466,43	59.199,65	680.268,95	1.586.701,27	2.266.970,22		680.268,95
C 064	LINTGEN	656.128,86	1.736.031,87	2.392.160,73	19.733,22	39.466,43	59.199,65	675.862,08	1.775.498,30	2.451.360,38		670.379,56
C 065	LORENITZWEILER	830.352,80	1.959.125,00	2.789.477,80	47.688,80	95.377,21	143.065,81	878.041,40	2.054.502,21	2.932.543,61		878.041,40
C 066	LUXEMBOURG	15.065.560,29	40.494.944,26	55.560.504,55	526.155,84	1.052.311,68	1.578.467,52	15.591.716,13	41.547.255,94	57.138.972,07		15.591.716,13
C 067	MAMER	2.220.296,93	5.298.767,96	7.519.064,89	72.144,30	144.288,60	216.432,90	2.292.441,23	5.443.056,56	7.735.497,79		2.292.441,23
C 068	MANTERNACH											
C 069	MEDERNACH											
C 070	MERSCH	2.253.663,99	5.961.346,37	8.215.010,36	41.110,87	82.221,73	123.332,60	2.294.774,86	6.043.568,10	8.338.342,96		2.294.774,86
C 071	MERTSCH	1.254.836,71	3.164.463,85	4.419.300,56	35.713,75	71.427,49	107.141,24	1.290.550,46	3.235.891,34	4.526.441,80		1.290.550,46
C 072	MERTZIG	705.756,14	1.706.982,70	2.412.738,84	29.599,82	59.199,65	88.799,47	735.355,96	1.766.182,35	2.501.538,31		735.355,96
C 073	MOMPACH	354.134,46	803.911,12	1.158.045,58	19.733,22	39.466,43	59.199,65	373.867,68	843.377,55	1.217.245,23		373.867,68
C 074	MONDERCANGE	1.467.238,72	3.418.901,04	4.886.139,76	59.199,65	118.399,29	177.598,94	1.526.438,37	3.537.300,33	5.063.738,70		1.526.438,37
C 075	MONDORF-LES-BAINS	1.139.298,74	2.951.805,41	4.091.104,15	59.199,65	118.399,29	177.598,94	1.198.498,39	3.070.204,70	4.268.703,09		1.198.498,39
C 076	MUNSHAUSEN											
C 077	NEUNHAUSEN											
C 078	NIEDERANVEN	1.207.597,46	2.772.663,25	3.980.260,71	59.199,65	118.399,29	177.598,94	1.266.797,11	2.881.062,54	4.157.859,65		1.266.797,11
C 079	NOMMERN	433.280,86	991.756,46	1.425.037,32	34.533,13	69.066,26	103.599,39	467.813,99	1.060.822,72	1.528.636,71		467.813,99

Code numérique	Année	Nom	Personnel enseignant			Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce			Total personnel enseignant + éducateurs			Compensation salariés communaux	Montant communal final
			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015			1.1.2015 - 31.12.2015				
			Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total		
C 080		PETANGE	4.902.757,03	13.484.205,93	18.386.962,96	46.044,17	92.088,34	138.132,51	4.948.801,20	13.576.294,27	18.525.095,47	15.032,82	4.933.768,38
C 081		PUTSCHEID											
C 082		RAMBOUCH	1.051.789,30	2.723.370,16	3.775.159,46				1.051.789,30	2.723.370,16	3.775.159,46		1.051.789,30
C 083		RECKANGE/MESS	626.059,56	1.367.574,93	1.993.634,49	19.733,22	39.466,43	59.199,65	645.792,78	1.407.041,36	2.052.834,14		645.792,78
C 084		REDANGE/ATTERT	807.353,84	1.949.870,25	2.757.224,09	19.733,22	39.466,43	59.199,65	827.087,06	1.989.336,68	2.816.423,74		827.087,06
C 085		REISORF	458.014,77	1.207.235,76	1.665.250,53	16.444,35	32.888,69	49.333,04	474.459,12	1.240.124,45	1.714.583,57		474.459,12
C 086		SCHENGEN (A)											
C 087		REMICH	852.928,35	2.345.753,23	3.198.681,58	19.733,22	39.466,43	59.199,65	872.661,57	2.385.219,66	3.257.881,23		872.661,57
C 088		ROESER	1.365.613,10	3.291.853,03	4.657.466,13	52.621,91	105.243,82	157.865,73	1.418.235,01	3.397.096,85	4.815.331,86		1.418.235,01
C 089		ROSPORT	597.158,28	1.451.258,48	2.048.416,76	19.733,22	39.466,43	59.199,65	616.891,50	1.490.724,91	2.107.616,41		616.891,50
C 090		RUMELANGE	1.778.782,77	4.870.663,70	6.649.446,47	59.199,65	118.399,29	177.598,94	1.837.982,42	4.989.062,99	6.827.045,41		1.837.982,42
C 091		SAEUL	209.846,79	477.305,91	687.152,70				209.846,79	477.305,91	687.152,70		209.846,79
C 092		SANDWEILER	911.075,99	2.088.992,87	3.000.068,86	59.874,29	119.748,57	179.622,86	970.950,28	2.208.741,24	3.179.691,52		970.950,28
C 093		SANEM	4.042.121,76	10.412.569,87	14.454.691,63	137.457,87	274.915,74	412.373,61	4.179.579,63	10.687.485,61	14.865.065,24		4.179.579,63
C 094		SCHIEREN	609.097,83	1.537.440,03	2.146.537,86	48.700,56	97.401,13	146.101,69	657.798,39	1.634.841,16	2.292.639,55		657.798,39
C 095		SCHIFFLANGE	2.675.416,39	7.401.283,05	10.076.699,44	9.866,61	19.733,22	29.599,83	2.685.283,00	7.421.016,27	10.106.299,27		2.685.283,00
C 096		SCHUTTRANGE	923.730,04	2.073.302,13	2.997.032,17	32.825,45	65.650,89	98.476,34	956.555,49	2.138.953,02	3.095.508,51		956.555,49
C 097		SEPTFONTAINES	193.819,19	437.062,30	630.881,49				193.819,19	437.062,30	630.881,49		193.819,19
C 098		STADTBREDIMUS	444.675,33	1.061.414,77	1.506.090,10	19.733,22	39.466,43	59.199,65	464.408,55	1.100.881,20	1.565.289,75		464.408,55
C 099		STEINFORT	1.225.086,77	3.043.745,51	4.268.832,28	28.545,70	57.091,40	85.637,10	1.253.632,47	3.100.836,91	4.354.469,38		1.253.632,47
C 100		STEINSEL	1.158.043,48	2.807.512,70	3.965.556,18	59.220,73	118.441,46	177.662,19	1.217.264,21	2.925.964,16	4.143.218,37		1.217.264,21
C 101		STRASSEN	1.684.617,90	4.040.708,44	5.725.326,34	56.037,27	112.074,55	168.111,82	1.740.655,17	4.152.782,99	5.893.438,16		1.740.655,17
C 102		TROISVIÈRES	1.030.891,30	2.652.311,01	3.683.202,31	29.599,82	59.199,65	88.799,47	1.060.491,12	2.711.510,66	3.772.001,78		1.060.491,12
C 103		TUNTANGE	522.583,85	1.456.573,12	1.979.156,97	19.733,22	39.466,43	59.199,65	542.317,07	1.496.039,55	2.038.356,62		542.317,07
C 104		USELDANGE	486.996,31	1.170.484,91	1.657.481,22				486.996,31	1.170.484,91	1.657.481,22		486.996,31
C 105		VIANDEN	500.169,81	1.417.075,32	1.917.245,13	19.733,22	39.466,43	59.199,65	519.903,03	1.456.541,75	1.976.444,78		519.903,03
C 106		VICHTEN	349.452,98	818.407,79	1.167.860,77	19.733,22	39.466,43	59.199,65	369.186,20	857.874,22	1.227.060,42		369.186,20
C 107		WAHL	329.212,01	909.837,17	1.239.049,18	19.733,22	39.466,43	59.199,65	348.945,23	949.303,60	1.298.248,83		348.945,23
C 108		WALDBILLIG	519.806,57	1.217.177,91	1.736.984,48	19.733,22	39.466,43	59.199,65	539.539,79	1.256.644,34	1.796.184,13		539.539,79
C 109		WALDBREDIMUS	299.365,78	724.021,41	1.023.387,19	19.733,22	39.466,43	59.199,65	319.099,00	763.487,84	1.082.586,84		319.099,00
C 110		WALFERDANGE	1.829.193,35	4.510.606,00	6.339.799,35	68.307,29	136.614,57	204.921,86	1.897.500,64	4.647.220,57	6.544.721,21		1.897.500,64
C 111		WEILER-LA-TOUR	874.144,34	1.882.323,67	2.756.468,01	39.466,43	78.932,86	118.399,29	913.610,77	1.961.256,53	2.874.867,30		913.610,77
C 112		WEISWAMPACH	340.683,29	860.715,84	1.201.399,13	19.733,22	39.466,43	59.199,65	360.416,51	900.182,27	1.260.598,78		360.416,51
C 113		WELLENSTEIN											
C 114		WILTZ (A)											
C 115		WILWERWILTZ											
C 116		WINCRANGE	1.218.435,74	2.937.524,14	4.155.959,88	23.022,09	46.044,17	69.066,26	1.241.457,83	2.983.568,31	4.225.026,14		1.241.457,83
C 117		WINSER											
C 118		WORMELDANGE											
C 119		KIISCHPELT											
C 120		TANDEL	645.715,20	1.634.606,63	2.280.321,83	19.733,22	39.466,43	59.199,65	665.448,42	1.674.073,06	2.339.521,48		665.448,42

Code numérique	Année	Personnel enseignant				Éducateurs - 2e intervenants dans l'éducation précoce				Total personnel enseignant + éducateurs				Montant communal final
		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		1.1.2015 - 31.12.2015		
		Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	Part à charge des communes	Part à charge de l'État	Total	
C 121	CLERVAUX (2012)	1.229.966,64	3.154.218,95	4.384.185,59	19.733,22	39.466,43	59.199,65	1.249.699,86	3.193.685,38	4.443.385,24	1.249.699,86		1.249.699,86	
C 122	ESCH-SUR-SURE (2012)	669.042,44	1.773.146,40	2.442.188,84	19.733,22	39.466,43	59.199,65	688.775,66	1.812.612,83	2.501.388,49	688.775,66		688.775,66	
C 123	KAERJENG	2.388.818,23	5.771.149,65	8.159.967,88	34.533,13	69.066,26	103.599,39	2.423.351,36	5.840.215,91	8.263.567,27	2.423.351,36		2.423.351,36	
C 124	PARC HOSINGEN													
C 125	SCHENGEN (2012)	1.350.529,55	3.202.858,98	4.553.388,53	53.633,87	107.267,74	160.901,61	1.404.163,42	3.310.126,72	4.714.290,14	1.404.163,42		1.404.163,42	
C 126	VALLEE DE L'ERNZ	901.970,94	2.330.861,58	3.232.832,52	54.266,34	108.532,69	162.799,03	956.237,28	2.439.394,27	3.395.631,55	956.237,28		956.237,28	
C 127	WILTZ	1.670.879,93	4.807.358,71	6.478.238,64	59.789,96	119.579,91	179.369,87	1.730.669,89	4.926.938,62	6.657.608,51	1.730.669,89		1.730.669,89	
S 017	SY d'une école régionale à Dreiborn	1.063.874,61	2.557.578,22	3.621.452,83	39.466,43	78.932,86	118.399,29	1.103.341,04	2.636.511,08	3.739.852,12	1.103.341,04		1.103.341,04	
S 031	SY pr le sport à Hoescheid et Hosingen	1.502.648,78	3.675.891,77	5.178.540,55	59.199,65	118.399,29	177.598,94	1.561.848,43	3.794.291,06	5.356.139,49	1.561.848,43		1.561.848,43	
S 041	SY Ecole régionale Harlange	1.036.477,03	2.511.937,91	3.548.414,94	39.466,43	78.932,86	118.399,29	1.075.943,46	2.590.870,77	3.666.814,23	1.075.943,46		1.075.943,46	
S 043	SY intercommunal Ecole régionale Reuler													
S 049	SY inter. d'une Ecole centrale à Medemach													
S 051	SY Ecole interc. et ensemble inf. sport. rég.	895.260,74	2.038.445,13	2.933.705,87	39.466,43	78.932,86	118.399,29	934.727,17	2.117.377,99	3.052.105,16	934.727,17		934.727,17	
S 054	SY enseig. scol. Wilwerwiltz et Kautenbach	600.280,49	1.465.357,48	2.065.637,97	19.733,22	39.466,43	59.199,65	620.013,71	1.504.823,91	2.124.837,62	620.013,71		620.013,71	
S 069	SY d'un centre scol. interc. à Heiderscheid													
	Total	138.737.603,34	357.946.346,13	496.683.949,47	4.313.533,37	8.627.066,38	12.940.599,75	143.051.136,71	366.573.412,51	509.624.549,22	96.525,76		142.954.610,95	

